

Journal de 20 heures
Les militaires français au Rwanda ne savent
plus quoi faire, l'humanitaire fait cruellement
défaut

Bruno Masure, Olivier Lerner, Benoît Duquesne,
Jean-Pierre Grandidier

France 2, 8 juillet 1994

Pour prévenir les critiques du FPR sur la zone de sécurité, les militaires français multiplient les opérations de désarmement tous azimuts.

[Bruno Masure :] La guerre au Rwanda précisément : Edouard Balladur se rendra lundi [11 juillet] à New York devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour tenter d'accélérer le relais des Casques bleus sur place.

La situation humanitaire est en effet particulièrement dramatique là-bas : un peu plus de trois millions de Rwandais ont dû fuir leurs villes ou leurs villages. Et ce matin, Alain Juppé a réuni les représentants de 17 ONG pour les sensibiliser. Commentaire Olivier Lerner.

[Olivier Lerner :] Rwanda, 6 millions d'habitants début avril. 500 000 personnes, peut-être plus, ont été massacrées en deux mois. 3 800 000 Rwandais ont été déplacés. Et ceux qui ont eu la chance de survivre ne sont pas au bout de leur peine [on voit des réfugiés monter dans un camion].

Tout le monde est d'accord pour dire aujourd'hui que la situation humanitaire est catastrophique dans l'ensemble du pays. Les militaires ne savent plus quoi faire, l'humanitaire fait cruellement défaut [gros plans sur des enfants réfugiés, surveillés par un soldat français au béret rouge]. C'est pourquoi Alain Juppé a convoqué dans ses bureaux 17 organisations non gouvernementales [on le voit assis à une table de réunion avec de nombreuses personnes]. "Allez-y", leur a-t-il dit, "Allez-y vite".

[“Alain Juppé, Ministre des Affaires Etrangères” [à ses côtés se trouve Lucette Michaux-Chevry] : “Je dois dire qu’au-delà des divergences d’appréciation sur le contexte politique général et sur, euh, les principes de l’opération Turquoise, nous avons, euh, enregistré des réponses, euh, très positives d’une grande disponibilité de ces organisations qui reconnaissent qu’il y a là une priorité absolue”].

Pour faire face à la situation il faudrait qu’ils reçoivent 500 tonnes d’aide alimentaire par jour, soit cinq fois plus qu’à l’heure actuelle. Donner à boire, à manger, lutter contre les épidémies. Il n’y a que les organisations humanitaires qui savent faire, moyennant quelques millions de francs évidemment [on voit une foule de réfugiés puis la caméra zoome sur une personne recroquevillée au sol et emmitouflée dans ses vêtements].

[“Jean-Louis Machuron, Pharmaciens sans frontières” : “On a tous envie d’faire quelque chose. Euh..., mais on..., on est tous aussi d’accord sur le fait que, euh, il faut, euh..., rassurer les populations et essayer d’les remmener d’où elles viennent. Euh..., c’est pas en créant des grands parcs de réfugiés qu’on arrivera à..., à faire une aide humanitaire d’envergure. D’autre part les ONG n’ont pas des moyens financiers suffisants pour intervenir sur, euh, 500 voire 1 000 000 million de..., de personnes déplacées. Donc y’a des problèmes financiers aussi dont il faut parler”].

“Alain Michel, Association ‘Equilibre’” : “On lance, euh, cette semaine..., enfin la semaine qui vient, une très grande campagne française, euh..., avec les étudiants, les jeunes et les jeunes des banlieues, les lycéens, pour mobiliser la population française pour le Rwanda. J’espère que cette campagne va nous permettre de transporter 50 000 colis dans 50 000 familles. C’est qui serait déjà une grosse aide. Par ailleurs, évidemment, on demande des financements à la Communauté européenne, aux Nations unies pour nous aider, pour soutenir l’action qu’on a sur place”].

La population rwandaise sera sans doute touchée par la famine dans les semaines qui viennent. Les dernières récoltes sont perdues, les suivantes n’ont pas été plantées. Le destin de plusieurs millions de personnes basculera peut-être avec l’aide des militaires mais pas sans les organisations humanitaires [diffusion d’images de réfugiés].

[Bruno Masure :] Sur le terrain la situation semble relativement figée. Les responsables du Front patriotique à Kigali critiquent toujours le plan des autorités françaises d’instaurer en quelque sorte une zone de protection au sud-ouest du pays. Car pour le FPR cette zone risque de servir de sanctuaire pour un certain nombre de miliciens hutu coupables de massacres.

Pour prévenir ces critiques les militaires français multiplient les opérations de désarmement tous azimuts. Reportage de nos envoyés spéciaux Benoît Duquesne, Jean-Louis Normandin et Jean-Claude Gautheron.

[Le reportage s'ouvre par une discussion entre un militaire français au béret rouge et un gendarme rwandais devant un bâtiment en briques ; une incrustation "Mobuga [Mubuga], Rwanda" s'affiche à l'écran] ; le gendarme rwandais [il est entouré de trois autres gendarmes] : - "[Inaudible] on continue, on va voir le bourgmestre de la commune de Mubuga". Le militaire français : - "Oui, d'accord, on va voir le maire". Le gendarme : - "Oui. Elle va..., il va nous aider... à..., il va nous préciser..., euh...". Le militaire français : - "Où sont les...". Le gendarme : - "Où sont les..., ces armes".

Puis le gendarme répond ensuite à Benoît Duquesne : - "Ceux qui veulent les posséder dans le cadre de l'autodéfense civile, on va leur donner une attestation de..., de port de cette arme". Benoît Duquesne : - "OK. Parce que vous, vous êtes des jeunes de la gendarmerie, vous avez l'droit d'avoir une arme. Y'a beaucoup d'gens ici qui..., qui en ont sans avoir de..., sans avoir le titre ?". Le gendarme : - "Enfin..., on va régulariser ça". Benoît Duquesne : - "Et les gens ils ont pas peur de se..., se défaire de leur arme ?". Le gendarme : - "Oh non, ils n'ont pas peur".]

[Benoît Duquesne :] Dans cette petite commune de Mobuga [Mubuga] aux confins de la zone de sécurité française [gros plan sur un jeune homme assis au bord d'une route aux côtés de son automitrailleuse], la mission du capitaine Hervé et de ses hommes est donc de récupérer les armes [gros plan sur le canon placé sur le véhicule d'un militaire français en train d'entrer dans le village de Mubuga ; une incrustation "Mobuga [Mubuga], Rwanda" s'affiche à l'écran], de faire le tri entre gendarmes, militaires des Forces armées rwandaises qui fuient avec les réfugiés, membres de la défense civile. Et puis les autres, tous les autres. Ceux à qui les circonstances et la guerre ont fourni une arme pour leur sécurité ou pour l'insécurité d'autrui [on voit des soldats français au béret rouge en train de se déployer dans le centre de Mubuga].

[Un militaire français au béret rouge répond à Benoît Duquesne : - "Suite à notre premier passage, là, euh..., le message a..., a été lancé à la population comme quoi on irait rechercher des civils en armes". Benoît Duquesne : - "On leur a demandé quoi, d'cacher les armes ?". Le militaire français : - "Ouais" [on voit des militaires français en train d'interpeller des gens].]

Ces deux-là n'ont visiblement pas entendu la consigne. Ils se promenaient tranquillement parmi la foule avec leur attirail. Fouille, explications [on voit le soldat français plaquer un individu contre un arbre et le fouiller devant

une foule de villageois]. S'ils veulent récupérer tout ça ils devront aller à Gikongoro s'expliquer à la préfecture [on entend le soldat français dire à l'individu : "Écarte les jambes"].

[Benoît Duquesne s'adresse à un soldat français au béret rouge qui semble être le responsable des fouilles : - "Et c'est quoi comme arme, ça ?". Le soldat français au béret rouge [après avoir regardé l'arme que porte son collègue] : - "Ça c'est AK..., AK47" [on entend un autre soldat dire : "On continue, hein"]. Benoît Duquesne : - "Et ils s'promenaient avec ça ?". Le soldat français : - "Ouais. Puis celle-là aussi". Benoît Duquesne : - "Et celui-là, c'est deux armes ?". Le soldat français : - "Voilà".]

Et la moisson continue, de plus en plus fructueuse. Des armes, disent les réfugiés, ont été distribuées en grand nombre avant la prise de Butare [on voit les militaires français en train de récupérer un stock d'armes dans une maison]. Maintenant Butare est tombée et pour les Français, si l'on veut que cette zone devienne un lieu de sécurité, il est temps de les rendre [on voit la jeep des militaires français remplie d'armes confisquées quitter le village de Mubuga].

[Benoît Masure interviewe à présent Benoît Duquesne en duplexe de Gikongoro.]

Benoît Masure : Nous retrouvons Benoît Duquesne en direct de Gikongoro, la position la plus avancée à l'Est de l'opération Turquoise. Benoît Duquesne, est-ce que vous pouvez, euh, confirmer certaines informations, euh, faisant état d'infiltrations, d'incursions ou de poussée – c'est selon – du FPR dans cette fa... meuse zone de sécurité ?

Benoît Duquesne : [Il s'exprime devant des véhicules militaires français] Écoutez, sans parler..., sans parler d'infiltrations, on peut parler effectivement de poussée [une incrustation "Gikongoro, direct" s'affiche en haut de l'écran]. Ce qui est clair visiblement dans le jeu du RP..., du FPR, c'est que, euh, aussi bien à Kibuye hier soir [7 juillet] que, ici dans la zone, euh..., à l'Est de..., de Gikongoro où nous sommes allés avec les militaires français c'matin, eh bien on peut voir que le FPR s'applique à venir je dirais presque lécher les parois de cette, euh, zone de sécurité française pour pousser les populations dans cette zone et pour marquer bien que leur volonté est de garder tout l' territoire, à l'exception bien sûr de cette zone [diffusion d'une carte du Rwanda montrant la ZHS ainsi que, notamment, les villes de Butare, Gikongoro, Cyangugu et Kibuye ; deux flèches rouges au départ de la ligne de front apparaissent en clignotant et pointent vers la ZHS]. Et donc on est allé avec des Français, là, euh, cet après-midi à l'Est, entre..., entre Gikongoro et Butare. Et après

avoir vu une foule incroyable de réfugiés qui s' précipitaient vers la zone de..., de sécurité, on est tombé dans une espèce de no man's land où il n'y avait absolument plus personne. Et là les Français nous ont dit : 'Bon, ben, écoutez, là il faut qu'on fasse demi-tour. C'est la limite de la préfecture Gikongoro. Et à partir de là, c'est le FPR'.

Benoît Masure : Alors Benoît, vous faisiez allusion il y a un instant, on note actuellement un afflux considérable de réfugiés dans cette zone contrôlée, euh, par l'armée française. Un afflux qui pose des problèmes, euh, logistiques considérables.

Benoît Duquesne : Oui, c'est..., c'est le problème n° 1 ici. On en est, euh, semble-t-il, d'après les..., les estimations à un million de personnes déplacées qui affluent, euh, vers cette zone. C'est énorme. Euh, bien sûr, les villages ici alentours n'ont aucun moyen pour faire face à cette si..., à cette situation. Et vu d'ici, euh..., on comprend bien sûr les réticences des..., des organisations humanitaires à venir, euh..., s'inscrire dans ce conflit, euh, dans la..., dans la..., dans la foulée, euh, de l'intervention française. Et en même temps on n'imagine mal de les expliquer aux populations qui, euh, pour l'instant, ont encore un p'tit peu de quoi survivre parce qu'elles viennent de quitter leurs villages depuis quelques jours. Mais on voit et on sent très bien que la situation d'ici quelque temps va devenir vraiment catastrophique ici.

Benoît Masure : Merci beaucoup Benoît Duquesne pour toutes ces précisions.

Sur le plan politique maint'nant : l'émissaire spécial de l'ONU à Kigali s'est déclaré aujourd'hui raisonnablement optimiste quant à un cessez-le-feu prochain.

Depuis hier [7 juillet] l'aéroport est réouvert aux vols humanitaires. Mais chaque jour les habitants découvrent de nouveaux charniers. Sur l'atmosphère qui règne actuellement à Kigali, reportage de nos envoyés spéciaux Giles Rabine, Jean-Pierre Grandidier.

[Jean-Pierre Grandidier :] C'était l'une des places fortes des milices gouvernementales [une incrustation "Kigali, Rwanda" s'affiche à l'écran] : le quartier de Nyamirambo dans la capitale rwandaise est l'un des derniers à être tombé sous l'assaut du FPR [on voit notamment deux véhicules du FPR au milieu d'une rue déserte de Kigali]. Les combats ont cessé lundi dernier [4 juillet], c'était la fin de la bataille de Kigali.

Depuis, le Front patriotique a groupé les milliers de survivants dans l'enceinte du collège Saint-André [on voit une colonne de réfugiés marchant le long d'une route ; le plan suivant montre une foule de plusieurs milliers

de personnes qui se masse devant les grilles du collège]. Ces réfugiés sont essentiellement tutsi mais aussi hutu. Parfois les choses ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire [on voit à présent des réfugiés dans l'enceinte du collège].

[Un réfugié du collège Saint-André répond à Giles Rabine : - "Moi je suis hutu mais d'apparence tutsi". Giles Rabine : - "C'est très compliqué" [le réfugié rit].

Le FPR et les survivants font la chasse aux miliciens et aux soldats responsables des massacres d'il y a trois mois. La préoccupation immédiate est de nourrir cette population et de maintenir un minimum d'hygiène. Mais le désir de vengeance est vivace [on voit des réfugiés installés autour des bâtiments du collège Saint-André].

[Une réfugiée du collège Saint-André : "Ceux qui ont tué mon mari se sont réfugiés mais il paraît qu'ils ont été tués... en s'enfuyant, quoi. Mais s'il y en a ici, en tout cas je les montrerai puis on les tuera comme..., comme..., comme il se doit, quoi".

Un autre réfugié : "On les signale parce qu'ils sont dangereux ! Ce sont des gens qui ont tué des milliers de personnes. Et quand ils..., ils n'ont pas trouvé le moyen de fuir, ils se déguisent en civil et ils fuient..., ils viennent ici".]

Ici l'intervention de la France est mal vu. On lui prête des arrière-pensées, on lui reproche d'avoir attisé les haines ethniques.

[Un réfugié : "Ça m'a écoeuré ! Les gens qui sont venus nous apprendre l'Évangile, il n'y a pas..., il n'y a pas 100 ans, ce sont eux qui reviennent pour nous dire..., pour nous apprendre à s'entretuer. Pourquoi s'entretuer ?"]

Au pied des bâtiments détruits, des cadavres de civils soupçonnés d'avoir fait partie des milices gouvernementales. Les épaves de voitures et de blindés, les monceaux de douilles sont les souvenirs d'une bataille intense [gros plans successifs sur un bâtiment criblé d'impacts de balles, sur des cadavres, sur des épaves de blindés et sur un tas de douilles jonchant le sol].

Les massacres ne sont pas effacés, il y a des milliers de cadavres mutilés à la machette. Beaucoup n'ont pas eu droit à une sépulture humaine, pas même la fosse commune [gros plans sur une machette puis sur le corps d'une personne en décomposition].